

Réinventer la citoyenneté et la démocratie

Claude Gauvreau

Le phénomène de la mondialisation correspond à une véritable mutation dans l'ensemble des sociétés. Il produit des impacts majeurs sur les identités nationales, la fragmentation sociale et l'évolution de la notion de citoyen-

neté. Telle est une des principales thèses que défend le professeur Jules Duchastel du Département de sociologie, directeur de la Chaire de recherche du Canada en mondialisation, citoyenneté et démocratie. Spécialiste de l'analyse du discours politique, M. Duchastel a publié de nombreux ouvrages qui font maintenant autorité sur la mondialisation.

Avec ses collaborateurs, les sociologues Victor Armony, Jacques Beauchemin et Gilles Bourque, associés à titre de directeurs de recherche, et une dizaine d'étudiants de maîtrise et de doctorat, Jules Duchastel conçoit cette Chaire comme un centre de recherche dont l'ambition est de contribuer au développement d'une théorie générale des transformations du politique dans les sociétés démocratiques. Il s'agit, en particulier, de cerner les transformations des différentes sphères institutionnelles, aux niveaux économique, politique et culturel. Les nouvelles formes qu'emprunte la citoyenneté, les mutations de la communauté politique et de la démocratie, ainsi que leurs répercussions sur la justice sociale, comptent parmi leurs objets d'étude. «Nous chercherons à combiner nos préoccupations théoriques à l'observation empirique de phénomènes actuels», de préciser M. Duchastel.

Un saut qualitatif

Pour Jules Duchastel, la mondialisation constitue un phénomène nouveau suscitant de profondes mutations. «Bien sûr, on peut affirmer que des formes de mondialisation ont existé avant aujourd'hui. Mais quand on observe certaines variables économiques fondamentales, on constate un saut qualitatif», soutient-il. Selon lui, on assiste à la transnationalisation des grandes firmes, dont le monde constitue désormais le terrain d'intervention, et à une intensification de la financiarisation du capital. La déterritorialisation et la transnationalisation du capital, de la production et de la circulation, font en sorte que sur le plan politique «les États-nations perdent progressivement certains attributs de leur souveraineté : régulation monétaire, élaboration de politiques économiques et de programmes de protection sociale». En outre, de poursuivre M. Duchastel, les grandes organisations économiques supranationales – Banque mondiale, FMI, Organisation mondiale du commerce –, tout en restant sous le contrôle des États les plus puissants, tendent à imposer aux pays leurs propres règles, notamment des conditions de restructuration économique comme cela s'est produit en Argentine.

D'un autre côté, on observe une réorganisation des institutions poli-

tiques à l'intérieur même des États. «Pensons, par exemple, à la prépondérance de l'exécutif au détriment du législatif. Les décisions se prennent dans des cercles de plus en plus restreints au sein de superstructures exécutives comme c'est le cas au Canada avec le Conseil privé ou en Europe avec les cabinets de ministres. À la chaire, nous croyons qu'il faut aller dans le sens d'une institutionnalisation supranationale en équilibre avec les institutions politiques des nations. En d'autres termes, construire, au niveau supranational, un espace démocratique de délibération qui soit politique et non technocratique.»

Les sociétés se fragmentent

Selon M. Duchastel, la mondialisation n'entraîne pas nécessairement l'uniformisation totale des sociétés. Ainsi, les flux migratoires de plus en plus hétérogènes, la profusion des identités, l'expansion des droits particularistes ou la redécouverte des identités locales, régionales et nationales sont autant de phénomènes suscités par la mondialisation favorisant la multiplication des formes de la citoyenneté qui, elle-même, provoque une fragmentation sociale.

À ses yeux, la société canadienne, depuis le rapatriement de la Constitution et l'inclusion de la Charte des droits et libertés, se retrouve fractionnée en une pluralité de groupes d'ayants droit : canadiens anglophones et francophones, membres des communautés culturelles, femmes, handicapés, homosexuels, etc. C'est l'affirmation d'une citoyenneté particulariste. «Évidemment, je ne suis pas opposé à la reconnaissance de ces groupes. Mais, au Canada, ils font l'objet d'une forme d'institutionnalisation qui a mis à plat l'ensemble des revendications sociales et nationales tout en remettant entre les mains des tribunaux les modalités d'arbitrage des conflits sociaux. Il faut réaménager la fameuse dichotomie entre universalisme et particularismes. Si on veut donner un sens au fait de vivre en société, peut-être faudrait-il restaurer un principe d'unité qui ne soit pas abstrait et qui, en même temps, laisse une place à la reconnaissance des particularismes dans l'espace public.»

La fragmentation sociale, ajoute M. Duchastel, c'est aussi l'apparition

de nouvelles exclusions de personnes qui échappent ainsi aux définitions habituelles de la citoyenneté. «Par le haut d'abord, une *overclass*, où l'on retrouve des gens complètement déterritorialisés et dénationalisés. Un phénomène observable dans les grandes cités financières pluriculturelles comme New York ou Londres. Et par le bas, une *underclass*, formée d'une masse de gens déclassés, condamnés au travail précaire, à des salaires de famine et disposant de peu de moyens pour faire valoir leurs droits. Une double perte de citoyenneté donc. Dans un cas, parce que ça n'a plus d'importance, et dans l'autre parce que l'on ne peut plus bénéficier de ses avantages.»

Malgré tout, souligne M. Duchastel, on assiste actuellement à un retour de la question sociale. Après l'effritement progressif des droits et des programmes sociaux durant la décennie 80, les années 90 sont celles d'une remobilisation de la société civile, plus difficile à capter parce qu'elle se manifeste en dehors des institutions politiques traditionnelles et dans de nouveaux mouvements sociaux. Ce qui n'est pas étranger au fait que même le discours des grandes organisations économiques internationales, si souvent froid, insensible et technocratique, connaît une inflexion sociale depuis 1995.

Photo : Andrew Dobrowolskyj

Jules Duchastel, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en mondialisation, citoyenneté et démocratie.

L'UQAM, le 22 avril 2002